

COP22

MARRAKECH



Entretiens de Rabat Le Green, levier de croissance du Maroc

L'économie verte constitue un véritable levier de croissance pour le Maroc qui a inscrit ses différentes politiques dans un processus de développement durable. Les ambitions sont de taille tout autant que les défis. L'intérêt porté par le royaume aux énergies renouvelables est particulièrement salué.

Le Maroc est conforté dans ses choix, en matière de développement durable, par ses partenaires. La France, par la voix de ses politiques, salue les engagements du Maroc et les actions menées en vue d'allier le développement économique aux défis environnementaux. C'est en tout cas ce qui ressort des interventions, lors des «Entretiens de Rabat». Un événement, organisé hier, par la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc (CFCIM). Jérôme Chartier, député, fondateur des Entretiens de Royaumont et premier vice-président du Conseil régional d'Île-de-France, estime que le Maroc a su comprendre la chance extraordinaire que représente la croissance verte. Le député français a tenu à mettre l'accent sur les grands avantages des énergies renouvelables, en comparaison avec l'énergie nucléaire aussi bien en termes d'investissement, de technologie, de maintenance que du temps d'exploitation. «Le caractère local de la production de l'énergie renouvelable permet l'indépendance énergétique. À cela s'ajoute la simplicité de la maintenance», précise Jérôme Chartier pour qui la crois-

sance verte est la stratégie la plus évidente pour assurer le développement des pays émergents. C'est d'ailleurs le choix adopté par le Maroc depuis des années, comme le rappelle le président du Comité scientifique de la COP22, Nizar Baraka. L'ambition marocaine se traduit par des actions multidimensionnelles inscrites au niveau de la contribution déterminée du royaume soumise dans le cadre de la COP21. Le Maroc, rappelons-le, tend à réduire ses émissions, en 2030, de 17% sans condition et de 25% additionnels dans le cas où des financements supplémentaires seraient disponibles, comme s'y sont engagées les parties dans le cadre de l'Accord de Paris. Le pays a porté son ambition à 52% de capacités de production d'électricité à partir de sources renouvelables en 2030. Les engagements du Maroc sont ambitieux, de l'avis des experts tant nationaux qu'internationaux. Il faut dire que la croissance verte n'est plus un choix pour le royaume, mais une nécessité pour faire face à bon nombre de problématiques environnementales : une constante augmentation de consommation en eau, énergie et matières premières, une industrie

très polluante, une démographie en constante augmentation... Malgré les défis, Nizar Baraka affiche son optimisme du chemin parcouru par le Maroc en matière de développement durable. De grands efforts ont été déployés pour assurer le passage écologique des différents secteurs. Cette implication s'est traduite par le lancement de la réflexion autour de la charte de l'environnement dès 2009 et son opérationnalisation en 2014. Cette charte fixe les grands principes et orientations en matière de développement durable au Maroc qui sont soutenues par bon nombre de stratégies et de programmes. Dans le cadre de cette ambition et de cette vision stratégique, le Maroc a démontré une forte capacité de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des réformes entreprises, selon le président du Comité scientifique de la COP22. Il donne pour exemple la Stratégie nationale de l'eau avec la poursuite de l'édification des barrages portant le parc global à plus de 140 grands barrages classés, dont plus d'un tiers ont été édifiés durant les 15 dernières années, ainsi qu'avec le développement des bassins versants pour lutter contre les effets de la sécheresse et des inondations. Le secteur privé, qui a commencé à développer une vision de l'économie verte, est appelé à s'impliquer davantage dans l'effort de développement durable et de la promotion de l'approche écologique. Les pouvoirs publics doivent, pour leur part, accompagner le secteur privé, développer le partenariat public/privé et promouvoir davantage les formations aux métiers verts pour accompagner les différents plans et stratégies lancés en matière de développement durable.

Des initiatives marocaines pour réussir la COP de l'action

Le président du Comité scientifique de la COP22 se félicite que toutes les conditions soient réunies pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris : «Nous sommes d'autant plus satisfaits (pour ne pas dire soulagés) car la présidence marocaine s'était inscrite, dès les premières étapes de préparation de la COP22 de Marrakech, dans la programmation de l'action pour l'implémentation de cet accord à travers cinq priorités : la mise en œuvre des contributions nationales pour le climat (NDCs), l'adaptation, la finance climatique, le transfert de technologies et l'agenda pré-2020». Le Maroc est engagé à faire de la COP de Marrakech celle de l'action, en soutenant le rééquilibrage des efforts et des moyens entre l'atténuation et l'adaptation à travers le lancement de plusieurs initiatives. À titre d'exemple, le «NDC Partnership», co-présidé par le Maroc et l'Allemagne, vise à créer un guichet et un portail de la finance climatique pour renforcer les capacités et les compétences en vue de soutenir la réalisation des contributions déterminées au niveau national. Cet objectif se concrétise à travers le partage des expériences et la mutualisation des expertises. Il s'agit aussi de la mise en place, par le Maroc, du centre 4C, dédié au partage de l'expérience marocaine en matière de lutte contre les changements climatiques au niveau régional et particulièrement sur le continent. Baraka rappelle aussi l'initiative pour l'adaptation de l'agriculture africaine et l'«Engagement de Marrakech» destiné à favoriser les marchés de capitaux verts en Afrique.

PAR JIHANE GATTIOUI



MARRAKECH

COP22



Changement climatique Nicholas Hulot s'interroge sur le financement

Dans un saisissant plaidoyer pour les pays pauvres, le fameux défenseur de l'environnement a mis les pays riches devant leurs responsabilités. François Fillon défend un nucléaire modernisé dans lequel les pays en développement ne pourront jamais atteindre les objectifs climatiques.

C'est un débat passionnant autour de l'opportunité pour la croissance et le développement que représentent les défis climatiques. Hier à Rabat, dans la continuité des Entretiens de Royaumont sur le climat, cette thématique est revenue en force dans les propos des intervenants. Nicholas Hulot que tout le monde connaît pour son engagement climatique et qui a été chargé, il y a plus d'un an, par le président Hollande de sillonner le monde pour présenter la COP21 de Paris, a parlé d'un moment critique dans lequel l'humanité est sur la corde raide. Tantôt optimiste, tantôt pessimiste, Hulot a tenu un discours fort rythmé d'interrogations lancinantes. «*Comment voulez-vous qu'il y ait changement si l'on continue à subventionner l'extraction des énergies fossiles à raison de 500 milliards de dollars par an?*», lance-t-il. Ce sera, en effet, difficile si le même financement n'est pas accordé aux énergies renouvelables. À plus forte raison que les pays signataires de l'Accord de Paris n'arrivent pas à se mettre d'accord sur la manière dont les 100 milliards de dollars consacrés à l'adaptation des pays pauvres à l'impact climatique doivent être déployés. Serait-ce sous forme de dons ou de prêts ? Pour Hulot, la question ne doit même pas être posée, s'agissant de pays qui n'ont pas les

moyens pour faire face aux changements climatiques. L'exemple des pays insulaires qui sont menacés de disparition suite à la montée des eaux est à ce niveau fort éloquent. La question du financement reste donc la grande inconnue de l'Accord de Paris et promet des débats houleux à la COP de Marrakech. Du fond de son pessimisme, Hulot considère qu'il n'est pas encore trop tard de bien faire. Il propose des solutions comme la réhabilitation chaque année de 4 millions d'hectares de terres arables dans le monde d'ici 2050. En plus de garantir l'alimentation des générations futures, ces terres seront

un réceptacle pour le surplus de CO₂ émis par la machine industrielle. Autre exemple, l'économie circulaire qu'Hulot affirme avoir vu à l'œuvre dans plusieurs pays dont la Chine. Et de conclure que la COP22 de Marrakech, en plus qu'elle soit celle de l'Afrique, sera aussi celle de la transparence, de la cohérence et surtout de l'exigence afin de différencier les climato-compatibles de ceux qui ne le sont pas. François Fillon, ex-premier ministre de France a mis les choses dans leur contexte en évoquant une année 2016 des plus chaudes depuis que la température de la terre est scientifiquement mesurée. Pour lui, il est aujourd'hui plus qu'une nécessité de combiner progrès économique et progrès environnemental, l'un n'allant pas sans l'autre. «*Ce sont deux objectifs qui doivent aujourd'hui coexister car il s'agit d'autant d'opportunités pour l'emploi et la croissance. Je récusé aussi la productivité aveugle tout autant que les idéologies creuses à propos des problématiques énergétiques*», a-t-il tonné. Pour Fillon, la bataille du climat doit être considérée sur deux fronts. Primo, accélérer les processus de développement des énergies alternatives. Secundo, aller vers une énergie nucléaire modernisée. Car, explique-t-il, sans nucléaire «*beaucoup de pays n'atteindront jamais leurs objectifs environnementaux*». Il faut savoir qu'en France, le débat sur l'atome est assez représentatif des tiraillements mondiaux sur le nucléaire. Fillon a également mis en avant l'importance d'une fiscalité intelligente et non punitive pour encourager les entreprises à investir dans l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique. Toute cette dynamique doit s'inscrire dans le partage des technologies et non de rétention. Le responsable français a donné l'exemple de l'automobile de demain qui devra faire l'objet d'un mixage entre les logiciels américains, l'architecture asiatique et surtout une connexion via Google ou Apple. Il y a aujourd'hui un mouvement mondial où les bonnes idées florissantes comme cet ingénieux procédé qui consiste à donner une recharge de téléphone sur toute poubelle triée. Les banques s'y mettent aussi en introduisant l'aspect RSE dans les critères d'octroi de crédits. Dans cette perspective, Jean-Jaques Santini, conseiller de BNP-Paribas, a parlé des crédits à taux zéro en faveur des constructions de maisons à basse consommation d'énergie. Déjà 500.000 prêts ont été octroyés dans cette dynamique qui s'est avérée porteuse de profit de part et d'autre. «*Nous ne finançons plus les centrales à charbon dans les pays développés*», affirme-t-il. Voilà un exemple parmi d'autres qui montre que le monde de la finance n'est pas forcément dénué d'éthique. ●

PAR MOSTAFA BENTAK

C'est quoi les Entretiens de Rabat

Dans la continuité des Entretiens de Royaumont et suite aux éditions tenues à Madrid, Varsovie, et Abu Dhabi, c'est au Maroc qu'ont eu lieu les Entretiens de Rabat. Organisé par la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc (CFCIM) et les Entretiens de Royaumont, l'évènement a été l'occasion de créer un environnement propice à l'échange et au débat. Labellisés COP22, les Entretiens de Rabat s'inscrivent dans une dynamique d'échanges, de débats et d'ouverture d'esprit. À signaler que depuis 2003, les Entretiens de Royaumont rassemblent personnalités et décideurs des mondes politique, économique et culturel afin de construire un espace de débat ouvert et libre. L'objectif visé par les organisateurs des Entretiens de Rabat est de donner l'opportunité aux hommes et aux femmes de divers horizons, de débattre, en toute liberté de parole, toutes opinions confondues. C'est ainsi que naissent des inspirations réciproques et que des idées nouvelles se transforment en actions politiques.